

Recueil des documents des archives du Comité international de la Croix-Rouge sur le sort des juifs de France, internés et déportés 1939-1945 [Serge Klarsfeld, Jean Levy]

Autor(en): **Ackermann, Bruno**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **51 (2001)**

Heft 3

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

entre mars 1864 et septembre 1867, pour des raisons qui demeurent encore obscures. Tout, dans ce volume, n'est pas pertinent pour l'histoire du CICR. A lire ces procès-verbaux, l'on passe parfois de l'incongru et de l'insignifiant – «l'encadrement du portrait du général Dufour a coûté 85 francs» – au détail capital, à l'information qui éclaire des enjeux politiques diplomatiques majeurs de l'époque; certains documents annexés à tel ou tel procès-verbal, par exemple l'exposé des motifs du projet de révision de la Convention de Genève ainsi que la nouvelle rédaction de la Convention, proposée par le Comité international de février 1875, sont des documents d'un très grand intérêt. Même si le contenu des procès-verbaux paraît inégal, l'ensemble cependant dévoile la dimension humaine et la vie institutionnelle du CICR, la fréquence des réunions, le travail quotidien de ses membres tout occupés à régler les questions les plus simples autant qu'à démêler les problèmes les plus difficiles. A l'historien – le lecteur non avisé n'y parviendrait que difficilement – d'expliquer et d'éclairer alors, et c'est un immense chantier, l'intérêt ou l'insignifiance de tel ou tel procès-verbal, de confronter ceux-ci à la réalité des événements, d'en extraire les enjeux, d'en décrire les impasses ou les conséquences sur les événements en cours. Le choix des éditeurs de réduire les annotations scientifiques à une portion congrue (une quarantaine pour l'ensemble du volume) apparaît ici comme une lacune, comblée toutefois par l'effort de transcription très précise des textes, complétés par de rares variantes (mots et expressions d'un premier jet, biffés ou raturés) à partir de manuscrits autographes difficiles à déchiffrer, et par l'établissement de multiples index (ouvrages cités, lieux), ainsi que par d'abondantes notices biographiques qui identifient la plupart des personnes citées, de repères chronologiques et d'une liste des membres, autant d'informations qui s'avèrent d'une grande utilité pour l'historien et le chercheur. Quelques indications sur la structure et l'organisation du CICR, sur les différentes commissions, voire les règles de fonctionnement, auraient pu enrichir ces ajouts déjà considérables.

Premier ouvrage d'une nouvelle collection de documents dont l'ambition est de mettre à disposition du public les nombreuses sources manuscrites ou imprimées du CICR, les volumes à venir – publications des pionniers de la Croix-Rouge, éditions critiques de leurs œuvres, correspondances diverses – offriront sans doute des documents stimulants pour écrire, sinon pour interpréter l'histoire de cette grande institution humanitaire.

Bruno Ackermann, St-Légier

Serge Klarsfeld avec la collaboration de Jean Levy: **Recueil de documents des archives du Comité international de la Croix-Rouge sur le sort des juifs de France, internés et déportés 1939–1945**. The Beate Klarsfeld Foundation, Paris, 1999, 2 vol., 1014 p.

Ces dernières années, l'attitude et les activités du Comité international de la Croix-Rouge au cours de la Seconde Guerre mondiale ont fait l'objet d'approches critiques et de jugements sévères. Accusée d'attentisme et de prudence excessive, repliée sur des positions strictement juridiques et limitée au cadre étroit des règles exposées dans les conventions internationales, le CICR a donné de lui-même une image de rigidité. Depuis que l'institution «genevoise» a ouvert ses archives, paraissent périodiquement des documents essentiels, inaccessibles jusqu'ici à un large public, et susceptibles de nourrir mieux une réflexion fondée sur des faits. L'opinion souvent répandue de l'impuissance du CICR à sauver les Juifs, ou du moins d'intervenir efficacement afin d'atténuer les souffrances endurées dans les

camps, se trouvent aujourd'hui quelque peu modifiée. Sous l'impulsion de l'historien Serge Klarsfeld, président de l'Association des Fils et Filles des Déportés Juifs de France, qui conduit depuis longtemps et avec une énergie formidable un immense travail de publication de documents relatifs aux sort des Juifs pendant la Shoah, paraît un recueil de sources, dûment sélectionnées, émanant des seules archives du CICR. Voici une quinzaine d'années, son étude *Vichy-Auschwitz – Le rôle de Vichy dans la solution finale de la question juive en France* (1983–1985) était déjà agrémentée d'une importante partie documentaire.

Entrent aujourd'hui dans le patrimoine historique nombre de documents qui concernent essentiellement la situation des Juifs dans les camps d'internement en France: lettres échangées entre le CICR et les ministères du maréchal Pétain, les différents services administratifs du Gouvernement de Vichy, la Croix-Rouge française et d'autres organismes caritatifs; rapports de mission établis par les délégués du CICR à l'issue de leurs visites dans les camps d'internés civils en France; procès-verbaux des séances des diverses commissions du CICR; lettres d'internés; chroniques et rapports de l'office genevois du *World Jewish Congress*; notes d'entretien avec diverses personnalités, etc. Autant de pièces qui mettent en lumière l'infatigable et difficile tâche du CICR et de ses délégués, soucieux de faire appliquer et de faire respecter, par des démarches incessantes auprès des gouvernements impliqués dans le conflit, les Conventions de Genève de 1929 relatives à l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées, et au traitement des prisonniers de guerre. De plus, ces documents rendent compte de manière précise des conditions de vie dans les camps d'internés en France, de l'évolution de la situation sanitaire, médicale, vestimentaire, alimentaire ou encore morale, enfin de l'état de dénuement souvent complet des prisonniers. Ils témoignent en tous les cas que, même en l'absence de bases légales, le CICR et ses délégués sont intervenus avec fermeté auprès du Gouvernement de Vichy pour atténuer les souffrances dans les camps d'internement et régler dans l'urgence les situations les plus dramatiques. Si, dès 1942, le sauvetage des Juifs d'Europe devint extrêmement difficile, sinon impossible, en raison de la volonté d'extermination de Hitler, la faute incombe davantage à la passivité des gouvernements alliés – les Etats-Unis et la Grande-Bretagne notamment – qu'au CICR qui, dans des circonstances douloureuses, œuvra au mieux et remplit sa tâche traditionnelle, une thèse que Serge Klarsfeld, à l'inverse d'autres historiens, soutient avec assurance dans son introduction, et que les documents ici publiés viennent conforter.

Bruno Ackermann, St-Légier

Dominique-Debora Junod: **La Croix-Rouge en péril, 1945–1952. La stratégie du CICR, de la Seconde Guerre mondiale au conflit de Palestine – Eretz-Israël.** Lausanne, Payot, 1997, 269 p. (Trad. française de *The Imperiled Red Cross and the Palestine – Eretz-Yisrael Conflict 1945–1952*, Genève, IUHEI, London/New York, Kegan Paul International, 1996).

Depuis quelques années, le CICR, en ouvrant ses archives aux historiens, participe d'une volonté de transparence et d'effort de la vérité historique, sous réserve cependant que les travaux qui en sortiraient soient soumis avant publication au Conseil exécutif et que les auteurs acceptent d'éventuelles coupures ou modifications afin de ne pas mettre en péril une action en cours du CICR. Dominique-Debora Junod, chargée de recherches historiques au CICR entre 1981 et 1993, fait exception: elle est la seule historienne qui ait écrit son ouvrage avec une totale liberté